

RCS : ST ETIENNE

Code greffe : 4202

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2010 B 00795

Numéro SIREN : 523 354 009

Nom ou dénomination : ANDREZIEUX DISTRIBUTION

Ce dépôt a été enregistré le 25/10/2018 sous le numéro de dépôt B2018/011898

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n°de dépôt : **B2018/011898**
n°de gestion : **2010B00795**
n°SIREN : **523 354 009 RCS Saint Etienne**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Saint-Etienne certifie avoir procédé le 25/10/2018 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

ANDREZIEUX DISTRIBUTION - Société par actions simplifiée
zone d'activité commerciale de Migalon 42160 Andrezieux-bouthéon -FRANCE-

date de clôture : 31/01/2018

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :

Dépôt des comptes consolidés



672592

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/01/2018	31/01/2017
Ecart d'acquisition I	17 237 658	247 475	16 990 183	17 025 489
Capital souscrit non appelé II				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	2 230	1 117	1 113	1 559
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	116 398	101 348	15 050	20 509
Fonds commercial	667 651		667 651	667 651
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	510 300	13 580	496 720	405 940
Constructions	8 867 192	1 335 587	7 531 605	7 584 855
Installations techniques, matériel, outillage	7 403 859	6 615 268	788 591	1 035 538
Autres immobilisations corporelles	5 207 025	2 971 112	2 235 913	2 117 360
Immobilisations en cours	1 219 669		1 219 669	90 785
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations				
Actifs nets en cours de cession				
Participations par mise en équivalence				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 704 713		1 704 713	1 595 091
Prêts	418 606		418 606	391 093
Autres immobilisations financières	86 361		86 361	3 168
TOTAL III	26 204 004	11 038 012	15 165 992	13 913 549
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	29 427		29 427	34 814
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	14 502 617	173 564	14 329 053	13 141 026
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	504 553	6 037	498 516	570 728
Actifs d'impôts différés	177 134		177 134	251 171
Autres créances	6 435 338	43 177	6 392 161	6 252 746
Capital souscrit, appelé et non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 291 000		2 291 000	1 808 000
Actions propres				
Disponibilités	3 684 703		3 684 703	2 625 648
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	176 931		176 931	202 783
Liaison entité de gestion				
Liaison Titres				
Liaison Bilan	-2		-2	-3
TOTAL IV	27 801 701	222 778	27 578 923	24 886 913
Charges à répartir sur plusieurs exercices V				
Prime de remboursement des obligations VI				
Ecart de conversion actif VII				
Ecart d'arrondi actif VIII				4
TOTAL GENERAL (I à VIII)	71 243 363	11 508 265	59 735 098	55 825 955

Bilan consolidé

PASSIF	31/01/2018	31/01/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	13 674 758	11 177 371
Réserve du groupe	481 374	774 864
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau		
RESULTAT GROUPE	2 787 617	2 459 749
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
TOTAL I	16 987 749	14 455 984
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	31 706	-64 983
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	7 705	972
TOTAL II	39 411	-64 011
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL III		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	316 585	95 554
Provisions pour charges	388 748	364 414
Provisions pour passif d'impôt différé		
TOTAL IV	705 333	459 968
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 416 729	22 771 565
Concours bancaires courants	134 332	74 365
Emprunts en crédit bail	133 335	
Emprunts et dettes financières divers	1 579 763	943 018
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 046	330
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 929 461	10 065 450
Dettes fiscales et sociales	4 628 301	5 242 409
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 047 049	551 530
Autres dettes	1 117 483	1 317 945
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	15 106	7 402
TOTAL V	42 002 605	40 974 014
Ecarts de conversion passif VI		
Ecart arrondi passif VII		
TOTAL GENERAL (I à VII)	59 735 098	55 825 955

Compte de Résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT première partie	31/01/2018	31/01/2017
Ventes de marchandises	133 791 298	127 853 545
Rabais, remises, ristournes	-2 048 076	-2 318 855
VENTES MAGASIN	131 743 222	125 534 690
Achats de marchandises	106 773 976	100 293 068
Stock Initial de marchandises	13 365 157	14 109 107
Stock Final de marchandises	-14 501 384	-13 415 311
Retrocessions de marchandises	-72 850	-36 013
Variation provision sur stock	-101 548	-47 259
PRIX D'ACHAT MARCHANDISES VENDUES	105 463 351	100 903 592
MARGE SUR ACHATS	26 279 871	24 631 098
Redevance Centrale	2 328 542	2 012 122
Transports et frais sur achats	321 176	367 040
Emballages	227 635	201 531
Variation de stock d'emballages	5 387	-1 383
MARGE BRUTE	23 397 131	22 051 788
Ristournes sur achats	1 884 381	1 607 063
Prestations de service	2 200 221	2 110 753
RISTOURNES - PARTICIPATIONS PUBLICITAIRES	4 084 602	3 717 816
MARGE COMMERCIALE	27 481 733	25 769 604
Autres achats	847 002	1 736 998
Charges externes sur investissements	2 563 288	2 740 921
Autres charges externes	3 079 245	3 235 746
Publicité	1 566 412	1 359 378
Personnel extérieur	72 869	101 738
Salaires et appointements	9 943 911	9 673 609
Charges sociales et fiscales sur salaires	3 311 264	3 094 229
Autres impôts et taxes	1 500 811	1 426 118
Autres charges de gestion courante	123 746	122 826
Dotations aux amortissements	1 356 013	1 076 202
Dotations aux provisions d'exploitation	29 497	103 213
Reprises sur amortissements et provisions	-4 613	-5 974
Transferts de charges	-11 253	-24 630
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	24 378 192	24 640 374
Autres produits	421 994	1 954 273
AUTRES PRODUITS	421 994	1 954 273
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 525 535	3 083 503

•

1 1 1

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Variations de périmètre

L'EURL Romax a été constituée courant janvier 2018. Filiale à 100% de la SAS Andrézieux Distribution, elle aura pour principale activité la vente d'articles de prêt-à-porter hommes, femmes, enfants et tous accessoires. Elle est sans activité de sa date de création à la clôture des états financiers consolidés au 31 janvier 2018.

Activité et investissements

Le Groupe a lancé des travaux de réaménagement du bâtiment ATLAS, de la Brasserie et du bâtiment de Sport Loisirs.

Des travaux ont également été engagés au cours de l'exercice pour agrandir le Drive, dont la mise en service a été réalisée courant août 2017.

L'animalerie a ouvert en avril 2017.

2. PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France. Il a été fait application du règlement CRC 99-02 du 29/04/1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales.

2.2 Règles de présentation

Les états financiers consolidés, présentés en euros, ont été établis selon le principe du coût historique.

2.3 Changement de méthodes

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 janvier 2017.

Aucun changement notable de méthode et règles d'évaluation ou de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

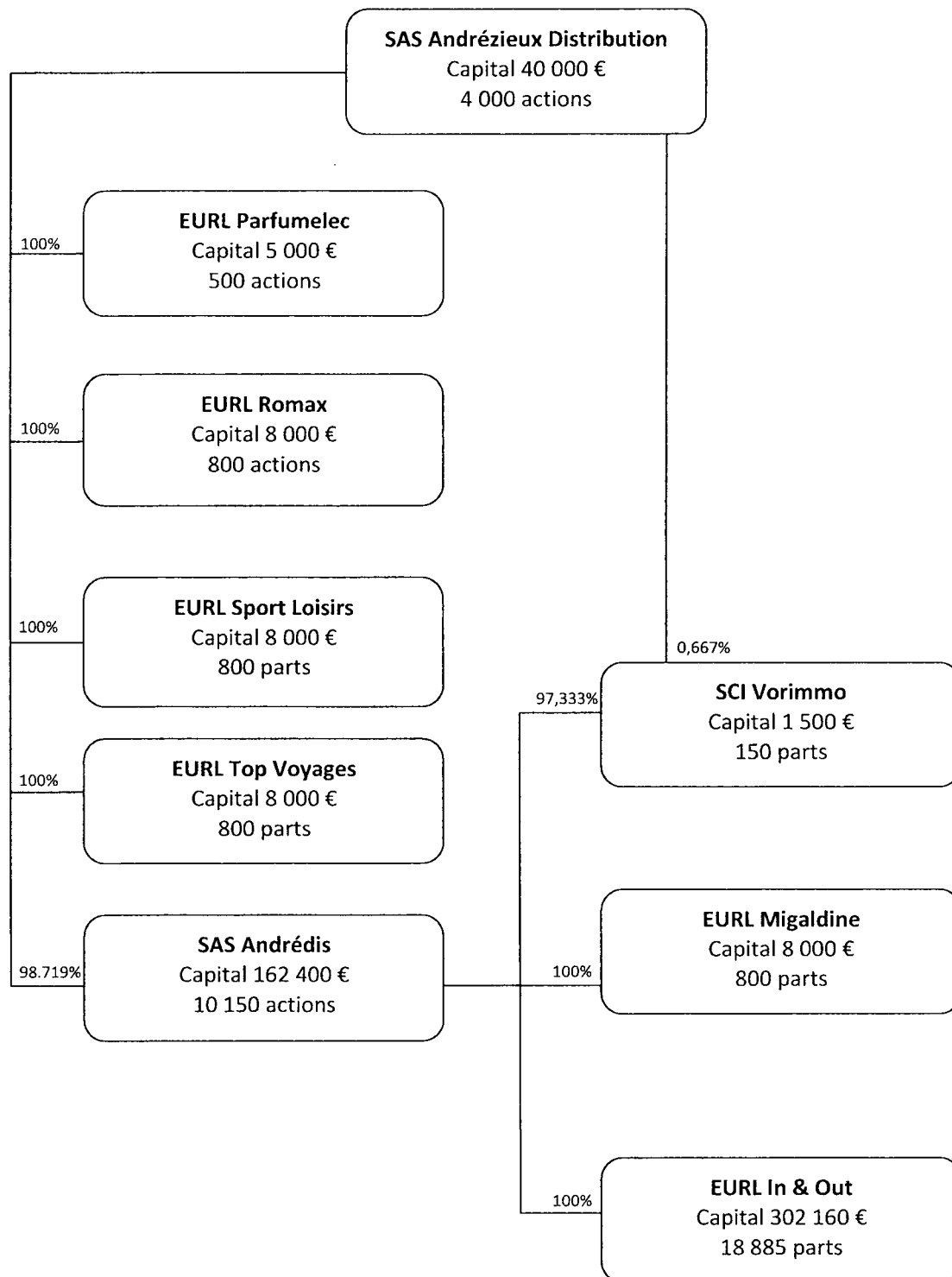
Au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2017, le Groupe avait procédé au reclassement du fonds de commerce en écart d'acquisition conformément au règlement ANC n° 2015-06, relatif à l'inscription à l'actif des parts de marché acquis lors d'un regroupement d'entreprises.

2.4 Date de Clôture

Toutes les sociétés consolidées ont établi des comptes sociaux d'une durée de douze mois arrêtés au 31 janvier 2018, à l'exception de la SCI VORIMMO qui clôture ses comptes sociaux le 31 décembre.

3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.1 Organigramme



3.2 Entreprises incluses dans le périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

Sociétés	Siège social	SIRET	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
SAS ANDREZIEUX DISTRIBUTION	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	52335400900012	100.000	100.000	Société Mère
SAS ANDREDIS	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	33937746700024	98.719	98.719	Intégration Globale
EURL IN & OUT	ZI Centre de Vie 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	42298238900013	100.000	98.719	Intégration Globale
EURL MIGALDINE	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	42892287600019	100.000	98.719	Intégration Globale
EURL SPORT LOISIRS	ZI Centre de Vie 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	43010122000027	100.000	100.000	Intégration Globale
EURL TOP VOYAGES	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	42879804500012	100.000	100.000	Intégration Globale
SCI VORIMMO	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	81256932500010	98.000	96.753	Intégration Globale
EURL PARFUMELEC	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	81896048600012	100.000	100.000	Intégration Globale
EURL ROMAX	ZI Centre de Vie 42160 Andrézieux Bouthéon	837119199	100.000	100.000	Intégration Globale

3.3 Variations de périmètre et des pourcentages d'intérêts

Il n'y a eu aucune variation de périmètre au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2018, à l'exception de l'intégration de l'EURL Romax, constituée au cours du mois de janvier 2018 et détenue à 100% par la SAS Andrézieux Distribution. Toutefois, cette nouvelle société n'a eu aucune activité de la date de sa constitution à la date de clôture des états financiers consolidés.

3.4 Liste des entreprises non consolidées

Sociétés	Siège social	% de contrôle
SOCARA	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	3.49
SOFILEC RHONE ALPES	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	3.34
SCI APRAL	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	2.44

Ces sociétés n'entrent pas dans le périmètre de consolidation car la prise de décision ne se fait pas en fonction du pourcentage de détention dans le capital mais selon le principe 1 magasin = 1 voix. De plus le résultat des centrales est enregistré en cours d'exercice en redevance dans les sociétés.

4. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

4.1 Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs, de produits et charges ainsi que d'engagements mentionnés en annexe. Ces estimations et hypothèses sont établies sur la base d'informations connues à la date d'établissement des comptes.

4.2 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent à la différence, lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise dans les justes valeurs des actifs et passifs à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs qui n'ont pas été affectés à des éléments identifiables sont inscrits à l'actif du bilan et sont amortis linéairement sur des durées comprises entre dix et quinze ans.

Les écarts d'acquisition négatifs figurent en provisions pour risques et charges et sont repris en résultat sur une durée de cinq ans.

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs incorporels au moins une fois par an. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure à leur valeur actuelle, déterminée sur la base de flux de trésorerie futurs actualisés ou de la valeur vénale, le Groupe constate une dépréciation, imputée en priorité sur les écarts d'acquisition ou accélère le plan d'amortissement de l'actif incorporel.

4.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon leur durée d'utilisation en linéaire sur les durées suivantes :

• Concessions, Brevets, Marques	1 à 5 ans
• Fonds commerciaux acquis et protégés juridiquement	Non amortis
• Autres immobilisations incorporelles	1 à 5 ans

Les fonds de commerce non amortis sont soumis à un test de dépréciation effectué au moins une fois par an.

4.4 Frais de recherche et de développement

Néant.

4.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les frais d'acquisition ainsi que les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charges.

Les éléments principaux d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leur durée d'utilité estimée est significativement différente. Ils sont amortis selon leur durée d'utilisation en linéaire sur les durées suivantes :

• Terrains	Non amortis
• Constructions (en fonction des différents composants)	10 à 20 ans
• Installations techniques, matériel et outillage	1 à 10 ans
• Autres immobilisations corporelles	1 à 10 ans

Dépréciation des immobilisations corporelles :

Conformément aux principes comptables en vigueur, la société réalise des tests de dépréciation dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Lorsque la valeur nette comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée en charges.

4.6 Contrats de location financement

Les contrats de location qui ont pour effet de transférer substantiellement les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien au preneur (qualifiés de location-financement) sont retraités de la façon suivante :

- les actifs sont immobilisés à leur valeur d'origine ;
- la dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée du bilan ;
- les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette ;
- la charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

4.7 Participations non consolidées

Les titres de participation des entreprises non consolidées sont évalués à leur coût d'acquisition, sous déduction éventuelle de provisions pour dépréciation. Ces dernières tiennent compte de la quote-part des capitaux propres détenue.

4.8 Stocks et travaux en cours

Dans l'activité de distribution, les stocks sont valorisés au prix d'achat net de toutes conditions négociées avec les fournisseurs et appliquées sur et hors factures.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée quand la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute des stocks.

4.9 Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles seraient susceptibles de donner lieu.

4.10 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Pour les titres cotés, la valeur d'inventaire est comparée au cours de bourse à la clôture.

4.11 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

4.12 Engagements de retraite

Le groupe évalue une provision au titre de l'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite. Cet engagement de retraite est estimé selon la méthode rétrospective avec prorata-temporis qui s'appuie sur des statistiques d'espérance de vie, des probabilités de turn-over et sur des hypothèses actuarielles. Le passif net déterminé est provisionné.

Paramètres utilisés :

- Age de la retraite : 67 ans
- Taux de revalorisation annuel des salaires : 1.5 %
- Taux d'actualisation : 2 %
- Table de mortalité : TG 05
- Conventions collectives appliquées :
 - Convention du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire.
 - Convention collective du tourisme

4.13 Impôts différés

Le montant des impôts effectivement dus à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés, calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation ainsi que sur les différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal. L'excédent des impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant aux déficits reportables, sur les impôts différés passifs, déterminé par entité fiscale, est constaté dès lors que la probabilité de sa réalisation est établie.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenues sont celles qui résultent des textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui seront applicables lorsque la différence temporaire se réalisera. La Loi de Finances en France prévoit une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés. Les taux prévus sont les suivants :

- Exercice commençant en 2018 : 28% dans la limite de 500 000 € de bénéfices et 33 1/3% au-delà
- Exercice commençant en 2019 : 28% dans la limite de 500 000 € de bénéfices et 31% au-delà
- Exercice commençant en 2020 : 28%
- Exercice commençant en 2021 : 26,5%
- Exercice commençant en 2022 et au-delà : 25%

Le Groupe a procédé à une analyse par nature et par échéance probable des impôts différés actifs et passifs et valorisé ces derniers au taux qui sera applicable lorsque la différence temporaire se réalisera. Aussi, les taux d'impôt retenus dans les calculs d'impôts différés varient de 25% à 33 1/3%.

4.14 Résultat par action

Le résultat par action est déterminé conformément à l'avis 27 de l'OEC. En l'absence d'instruments dilutifs, il représente la quote-part du Résultat net part Groupe pour une action.

GROUPE ANDREZIEUX DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 40 000 euros

Siège social : ZAC de Migalon
42160 ANDREZIEUX BOUTHEON

R.C.S. : 523 354 009 RCS SAINT ETIENNE
SIRET : 523 354 009 00012

**RAPPORT SUR LA GESTION
DU GROUPE CONSOLIDE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 26 JUILLET 2018**

**EXERCICE CLOS LE
31 JANVIER 2018**

Messieurs,

Nous vous communiquons le présent rapport pour vous présenter les comptes consolidés du groupe constitué par notre société la Société ANDREZIEUX DISTRIBUTION et les sociétés ci-après :

- SAS ANDREDIS
- IN & OUT
- MIGALDINE
- SPORT LOISIRS
- TOP VOYAGES
- SCI VORIMMO
- EURL PARFUMELEC
- EURL ROMAX

Ont été élaborés pour cet exercice, en conformité des textes en vigueur, les documents de synthèse prescrits par la loi, savoir : le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Le présent rapport est, conformément à la loi, destiné à vous rendre compte de la marche du groupe durant l'exercice écoulé et à vous faire part tant des événements particuliers survenus depuis la date de clôture dudit exercice que des perspectives d'avenir.

Il comporte en outre les indications et informations prescrites par les textes en vigueur.

Nous sommes bien entendu, à votre disposition, pour vous apporter toutes précisions utiles, et vous donner tous les renseignements complémentaires.

Nous examinerons successivement tous les points ci-après, nécessaires à votre information :

ACTIVITE DE L'EXERCICE

RESULTATS

STRUCTURE FINANCIERE

EVENEMENTS PARTICULIERS

EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

INDICATIONS LEGALES ET DIVERSES



ACTIVITE DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires net hors taxes du groupe a atteint **131 743 222 Euros**. Vous pouvez ainsi constater une variation de + 6 208 532 Euros par rapport à l'exercice précédent.

Les autres produits s'établissent à 421 994 €.

Le total des produits d'exploitation du groupe s'est donc élevé au cours de l'exercice à 27 903 727 € (marge commerciale + autres produits).

La variation constatée au titre des deux exercices successifs ressort à + 179 850 €.

Cette variation appelle les commentaires suivants :

➤ SAS ANDREZIEUX DISTRIBUTION

Le chiffre d'affaires a franchi la barre des 120M€ (carburants inclus).

La bonne tenue de l'activité a permis de générer un développement de +2,79% par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation dépasse les 4M€, et le bénéfice traduit la performance de notre outil.

➤ SAS ANDREDIS

La société donne son fonds de commerce d'hypermarché en location-gérance au profit de la société ANDREZIEUX DISTRIBUTION.

La société donne en location de nouveaux locaux à l'enseigne SoCoo'c.

Les produits, composés de la redevance de location-gérance et des loyers, ont progressé de près de 3% par rapport à l'exercice précédent.

➤ IN & OUT

Comme vous pouvez le constater, le chiffre d'affaires est en progression de +10,43% par rapport à l'exercice précédent.

Les charges ayant progressé de +6,90%, notre résultat d'exploitation demeure déficitaire quoiqu'en progression par rapport à l'année dernière.

Notre société a pu compter sur le soutien financier de sa société mère.

➤ MIGALDINE

Comme vous pouvez le constater, le chiffre d'affaires enregistre une belle progression sur l'exercice (+75K€) liée à la cafétéria.

Le résultat d'exploitation et le bénéfice évoluent en conséquence favorablement.

➤ SPORT LOISIRS

Comme vous pouvez le constater, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de +5,24% par rapport à l'exercice précédent, représentant une progression de +187K€.

Les charges ayant progressé de +3,97%, il en ressort un résultat d'exploitation déficitaire.

Les résultats financiers et exceptionnels nous permettent néanmoins d'atteindre le bénéfice tel qu'issu des comptes qui vous sont présentés.

➤ TOP VOYAGES

Comme vous pouvez le constater, le chiffre d'affaires poursuit une nouvelle fois son développement en enregistrant une augmentation de +17,08% par rapport à l'exercice précédent (soit +247K€).

La société récolte les fruits des efforts de l'équipe en place.

Le résultat d'exploitation est en nette progression, ainsi que notre bénéfice.

➤ SCI VORIMMO

La société poursuit son objet social portant sur la gestion de tous biens immobiliers.

➤ EURL PARFUMELEC

La société clôture son second exercice social.

La société est en phase de développement de son activité qui progresse de +287K€ par rapport à l'exercice précédent.

Les charges ont également augmenté (+365K€), de telle sorte que notre résultat n'a pas pu atteindre l'équilibre.

➤ EURL ROMAX

Le premier exercice de la société sera clos le 31 Janvier 2019.

RESULTATS

Le total de nos produits d'exploitation s'élevant à 27 903 727 € Euros, celui des charges de même nature s'établissant à 24 378 192 Euros, l'exercice se solde par un résultat d'exploitation du groupe bénéficiaire de **3 525 535 Euros**.

Les charges et les produits financiers ont quant à eux généré un résultat financier de -19 465 Euros.

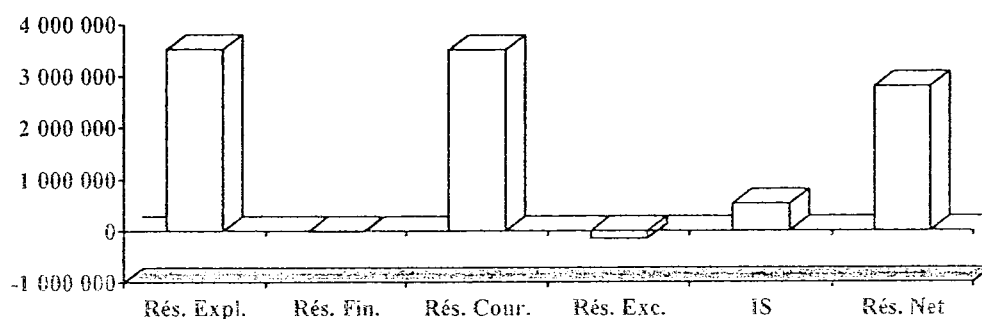
Ces deux stades de résultat ont concouru à un résultat courant avant impôt de **3 506 070 Euros**.

Des éléments d'ordre exceptionnel ont encore influencé ce résultat. Les produits et les charges de cette nature ont en effet généré un résultat exceptionnel de **-152 080 Euros**.

Il y a lieu de noter que de ce résultat a été déduit l'impôt sur les sociétés tel qu'il résulte de la détermination de notre résultat consolidé pour 523 498 Euros.

L'exercice se solde en définitive par un **bénéfice d'ensemble consolidé de 2 795 319 Euros**.

Les éléments constitutifs de notre résultat final peuvent être illustrés par l'histogramme suivant :



STRUCTURE FINANCIERE

L'annexe comptable vous permet de prendre connaissance des règles et méthodes ayant concouru à l'élaboration des comptes consolidés, ainsi que des compléments d'information sur le bilan et le compte de résultat du groupe.

Nous nous bornerons par conséquent à vous indiquer les principales variations intervenues dans la situation active et passive de l'exercice écoulé.

a) Actif du bilan :

Les valeurs immobilisées nettes passent de 13 913 549 Euros à 15 165 992 Euros par l'effet des amortissements de l'exercice et du solde des acquisitions par rapport aux sorties d'immobilisations.

L'actif circulant figurant pour 24 886 913 Euros dans le bilan précédent apparaît pour 27 578 923 Euros. Cette différence s'explique par la variation des valeurs stockées et des valeurs réalisables et disponibles.

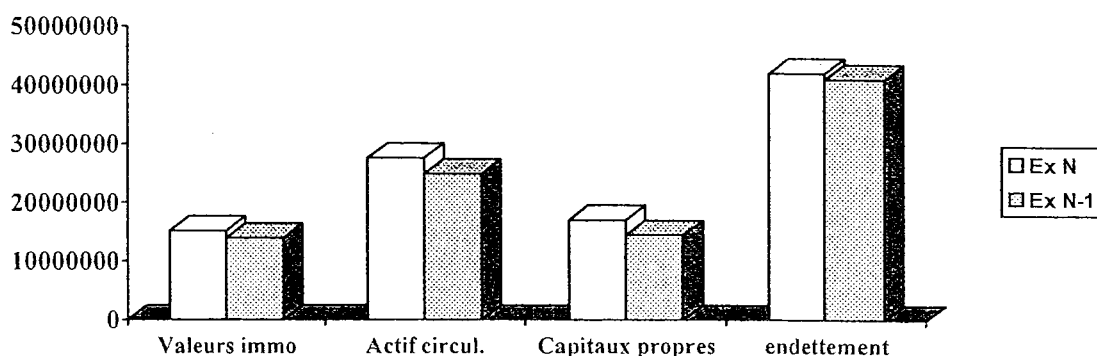
b) Passif du bilan :

Les capitaux propres du groupe après résultat de la période passent de 14 455 984 Euros à 16 987 749 Euros.

Les provisions pour risques et charges dont le solde à l'ouverture de l'exercice était de 459 968 Euros, apparaissent après les augmentations et diminutions de l'exercice indiquées dans l'annexe, pour 705 333 Euros.

L'endettement à court, moyen et long terme apparaît pour 42 002 605 Euros, il figurait au bilan de l'exercice précédent pour 40 974 014 Euros Il comprend les charges à payer dont vous pourrez prendre connaissance dans l'annexe.

La variation des principales valeurs apparaissant dans le bilan de nos deux derniers exercices sociaux peut être représentée comme suit :



EVENEMENTS PARTICULIERS

➤ SAS ANDREZIEUX DISTRIBUTION

L'exploitation a été particulièrement performante au cours de l'exercice échu en dépit des incertitudes liées au secteur d'activité de la société.

Le CICE a représenté au cours de l'exercice une somme de 469€.

Pour le surplus, aucun évènement particulier ne mérite d'être signalé en complément des informations ci-dessus.

➤ **SAS ANDREDIS**

La société a poursuivi sa politique de soutien au profit de sa filiale, la société IN & OUT.

Hormis l'ouverture du nouveau locataire SoCoo'c dont les loyers viennent accroître les produits d'exploitation, aucun évènement particulier ne mérite d'être signalé en complément des informations ci-dessus.

➤ **IN & OUT**

Compte tenu de la difficulté du secteur d'activité du bricolage, la société a reçu un nouveau soutien global de 700K€ qui apparaissent dans les comptes en produits financiers pour 200K€ et en produits exceptionnels pour 500K€.

Le CICE s'est traduit dans les comptes à concurrence de 57K€.

Pour le surplus, aucun évènement particulier ne mérite d'être signalé en complément des informations ci-dessus.

➤ **MIGALDINE**

Le CICE a représenté 5K€ sur l'exercice. Pour le surplus, aucun évènement particulier ne mérite d'être signalé en complément des informations ci-dessus.

➤ **SPORT LOISIRS**

Comme vous le savez, la concurrence est accrue dans notre secteur d'activité. La présence d'enseignes telles qu'Intersport et Décathlon compliquent l'activité.

Le CICE a représenté une somme de 25K€ sur l'exercice. Pour le surplus, aucun évènement particulier ne mérite d'être signalé en complément des informations ci-dessus.

➤ **TOP VOYAGES**

Les résultats de cet exercice confirment les performances de notre équipe.

Il est à noter pour le surplus que le CICE a représenté la somme de 11K€ sur l'exercice.

➤ **SCI VORIMMO**

La perception des loyers a permis de générer un bénéfice de l'ordre de 241 660 euros contre 63 570 euros au cours du précédent exercice.

➤ **EURL PARFUMELEC**

L'existence de notre société est récente, et ses investissements importants.

Le développement de notre activité nécessitant plusieurs exercices, le résultat issu de nos comptes consiste logiquement en une perte.

Notre société a bénéficié du soutien de sa société mère via son compte-courant d'associé.

Le CICE a représenté la somme de 8,5K€ sur l'exercice.

EVOLUTION PREVISIBLE ET
PERSPECTIVE D'AVENIR

➤ **SAS ANDREZIEUX DISTRIBUTION**

Nous portons à votre connaissance que depuis l'ouverture de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires s'établit à -4% en cumul (hors Drive et hors carburants).

Il existe moins d'opérations promotionnelles et l'environnement économique est très variable d'un mois sur l'autre.

Nous devrions être égal par rapport à N-2.

➤ **SAS ANDREDIS**

Depuis l'ouverture de l'exercice en cours, la société poursuit son activité de loueur de fonds.

➤ **IN & OUT**

Nous portons à votre connaissance que depuis l'ouverture de l'exercice en cours, notre point de vente poursuit son activité dans des conditions similaires.

Le secteur demeure compliqué.

Toute projection est par conséquent délicate.

➤ **MIGALDINE**

Depuis l'ouverture de l'exercice en cours, l'activité se poursuit de manière similaire.

Il est prématuré de faire quelque pronostic que ce soit.

➤ **SPORT LOISIRS**

Depuis l'ouverture de l'exercice en cours, l'activité se déroule dans des conditions similaires. L'environnement fortement concurrentiel empêche tout pronostic que l'exercice actuel.

➤ **TOP VOYAGES**

En dépit du caractère très concurrentiel du secteur du voyage et du tourisme, la société a favorablement pu tirer son épingle du jeu en mettant le service au cœur de l'offre à la clientèle.

➤ **SCI VORIMMO**

Les produits locatifs devraient augmenter au cours de l'exercice, en suite de nouveaux baux qui devraient être signés avec de nouvelles enseignes.

➤ **EURL PARFUMELEC**

La société poursuit ses efforts tendant à faire connaître son activité auprès de la clientèle, et générer un chiffre d'affaires plus important.

Il est prématuré de faire une projection sur l'exercice en cours.

INDICATIONS LEGALES DIVERSES

Activités en matière de recherche et de développement.

Nous vous indiquons à ce titre :

⇒ S'agissant des sociétés **ANDREDIS** et **ANDREZIEUX DISTRIBUTION**, la politique antérieurement mise en œuvre s'est poursuivie.

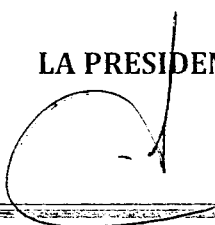
⇒ S'agissant de la société **IN & OUT** aucune opération de ce type n'a été mise en œuvre.



Nous espérons que les informations contenues dans le présent rapport vous auront permis d'obtenir la meilleure connaissance possible de la marche de notre groupe au cours du dernier exercice, de sa situation économique et financière et de son évolution prévisible.

Nous restons bien entendu, préalablement à la mise aux voix des résolutions inscrites à l'ordre du jour, à votre disposition pour vous apporter tous éclaircissements, et répondre à vos éventuelles questions.

LA PRESIDENTE



CABINET MICHEL BAIZET
58 Avenue Debourg
BP 7075
69348 LYON CEDEX 07

ORIAL
Le Thelemos
12 et 15 Quai du Commerce
69336 LYON CEDEX 09

ANDREZIEUX DISTRIBUTION
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
CAPITAL SOCIAL 40 000 EUROS
RUE CHARLES VOISIN
ZAC DE MIGALON – BP 130
42163 ANDREZIEUX BOUTHEON
523 354 009 RCS SAINT ETIENNE

EXEMPLAIRE GREFFE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2018

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 janvier 2018

A l'Assemblée Générale,

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ANDREZIEUX DISTRIBUTION relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, de l'ouverture de l'exercice à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

IV- Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaires à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

VII- Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Lyon, le 11 juillet 2018

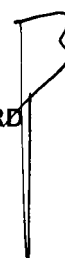
Pour **CABINET MICHEL BAIZET**
Co-Commissaire aux Comptes

Anne MARGIRIER
Présidente



Pour **SAS ORIAL**
Co-Commissaire aux Comptes

Jean-Paul BOUVARD
Fondé de Pouvoirs



ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/01/2018	31/01/2017
Ecart d'acquisition I	17 237 658	247 475	16 990 183	17 025 489
Capital souscrit non appelé II				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	2 230	1 117	1 113	1 559
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	116 398	101 348	15 050	20 509
Fonds commercial	667 651		667 651	667 651
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	510 300	13 580	496 720	405 940
Constructions	8 867 192	1 335 587	7 531 605	7 584 855
Installations techniques, matériel, outillage	7 403 859	6 615 268	788 591	1 035 538
Autres immobilisations corporelles	5 207 025	2 971 112	2 235 913	2 117 360
Immobilisations en cours	1 219 669		1 219 669	90 785
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations				
Actifs nets en cours de cession				
Participations par mise en équivalence				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 704 713		1 704 713	1 595 091
Prêts	418 606		418 606	391 093
Autres immobilisations financières	86 361		86 361	3 168
TOTAL III	26 204 004	11 038 012	15 165 992	13 913 549
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	29 427		29 427	34 814
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	14 502 617	173 564	14 329 053	13 141 026
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	504 553	6 037	498 516	570 728
Actifs d'impôts différés	177 134		177 134	251 171
Autres créances	6 435 338	43 177	6 392 161	6 252 746
Capital souscrit, appelé et non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 291 000		2 291 000	1 808 000
Actions propres				
Disponibilités	3 684 703		3 684 703	2 625 648
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	176 931		176 931	202 783
Liaison entité de gestion				
Liaison Titres				
Liaison Bilan	-2		-2	-3
TOTAL IV	27 801 701	222 778	27 578 923	24 886 913
Charges à répartir sur plusieurs exercices V				
Prime de remboursement des obligations VI				
Ecart de conversion actif VII				
Ecart d'arrondi actif VIII				4
TOTAL GENERAL (I à VIII)	71 243 363	11 508 265	59 735 098	55 825 955

Bilan consolidé

PASSIF	31/01/2018	31/01/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart de réévaluation groupe		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	13 674 758	11 177 371
Réserve du groupe	481 374	774 864
Ecart de conversion groupe		
Report à nouveau		
RESULTAT GROUPE	2 787 617	2 459 749
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoire		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
TOTAL I	16 987 749	14 455 984
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	31 706	-64 983
Ecart de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	7 705	972
TOTAL II	39 411	-64 011
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL III		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	316 585	95 554
Provisions pour charges	388 748	364 414
Provisions pour passif d'impôt différé		
TOTAL IV	705 333	459 968
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 416 729	22 771 565
Concours bancaires courants	134 332	74 365
Emprunts en crédit bail	133 335	
Emprunts et dettes financières divers	1 579 763	943 018
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 046	330
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 929 461	10 065 450
Dettes fiscales et sociales	4 628 301	5 242 409
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 047 049	551 530
Autres dettes	1 117 483	1 317 945
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	15 106	7 402
TOTAL V	42 002 605	40 974 014
Ecart de conversion passif	VI	
Ecart arrondi passif	VII	
TOTAL GENERAL (I à VII)	59 735 098	55 825 955

Compte de Résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT première partie	31/01/2018	31/01/2017
Ventes de marchandises	133 791 298	127 853 545
Rabais, remises, ristournes	-2 048 076	-2 318 855
VENTES MAGASIN	<u>131 743 222</u>	<u>125 534 690</u>
Achats de marchandises	106 773 976	100 293 068
Stock Initial de marchandises	13 365 157	14 109 107
Stock Final de marchandises	-14 501 384	-13 415 311
Retrocessions de marchandises	-72 850	-36 013
Variation provision sur stock	-101 548	-47 259
PRIX D'ACHAT MARCHANDISES VENDUES	<u>105 463 351</u>	<u>100 903 592</u>
MARGE SUR ACHATS	<u>26 279 871</u>	<u>24 631 098</u>
Redevance Centrale	2 328 542	2 012 122
Transports et frais sur achats	321 176	367 040
Emballages	227 635	201 531
Variation de stock d'emballages	5 387	-1 383
MARGE BRUTE	<u>23 397 131</u>	<u>22 051 788</u>
Ristournes sur achats	1 884 381	1 607 063
Prestations de service	2 200 221	2 110 753
RISTOURNES - PARTICIPATIONS PUBLICITAIRES	<u>4 084 602</u>	<u>3 717 816</u>
MARGE COMMERCIALE	<u>27 481 733</u>	<u>25 769 604</u>
Autres achats	847 002	1 736 998
Charges externes sur investissements	2 563 288	2 740 921
Autres charges externes	3 079 245	3 235 746
Publicité	1 566 412	1 359 378
Personnel extérieur	72 869	101 738
Salaires et appointements	9 943 911	9 673 609
Charges sociales et fiscales sur salaires	3 311 264	3 094 229
Autres impôts et taxes	1 500 811	1 426 118
Autres charges de gestion courante	123 746	122 826
Dotations aux amortissements	1 356 013	1 076 202
Dotations aux provisions d'exploitation	29 497	103 213
Reprises sur amortissements et provisions	-4 613	-5 974
Transferts de charges	-11 253	-24 630
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	<u>24 378 192</u>	<u>24 640 374</u>
Autres produits	421 994	1 954 273
AUTRES PRODUITS	<u>421 994</u>	<u>1 954 273</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION	<u>3 525 535</u>	<u>3 083 503</u>

Page 6

Variation de trésorerie consolidée

(Montants exprimés en euros)	31/01/2018	31/01/2017
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat d'ensemble consolidé	2 795 319	2 460 721
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>		
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
Amortissements et provisions (hors provisions sur actif circulant)	1 636 557	1 005 273
Variation des impôts différés	74 038	(26 966)
Plus/moins values de cessions d'actifs incorporels et corporels	2 555	895
Autres charges sans incidence sur la trésorerie	-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	4 508 469	3 439 923
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :</i>		
Stocks nets de provision pour dépréciation	(1 182 640)	645 153
Créances d'exploitation nettes de provision pour dépréciation	(41 351)	(1 905 533)
Dettes d'exploitation	42 703	636 850
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 181 288)	(623 530)
FLUX NET DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	3 327 181	2 816 393
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 401 747)	(2 604 693)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6 087	1 300
Variations des immobilisations financières	(220 328)	(71 210)
Variations des dettes sur immobilisations	517 347	410 561
Incidence des variations de périmètre	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(2 098 641)	(2 264 042)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(160 000)	(160 000)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	(2 051)
Emissions d'emprunt	3 435 000	4 282 002
Remboursements d'emprunts	(2 572 475)	(5 026 077)
Variation des billets à ordre	(542 856)	-
Variation des comptes courants des associés	77 211	-
Variation des autres dettes financières	16 668	-
Variation des comptes à terme et valeurs mobilières de placement à plus de trois mois	(483 000)	(608 000)
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(229 452)	(1 514 126)
VARIATION DE TRESORERIE	999 088	(961 775)
TRESORERIE D'OUVERTURE	2 551 283	3 513 058
TRESORERIE DE CLOTURE	3 550 371	2 551 283
Détail de la Trésorerie	31/01/2018	31/01/2017
Valeurs mobilières de placement	2 291 000	1 808 000
Disponibilités	3 684 703	2 625 648
- Valeurs mobilières de placement à plus de trois mois	(2 291 000)	(1 808 000)
- Concours bancaires courants	(134 332)	(74 365)
Total Trésorerie	3 550 371	2 551 283

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Variations de périmètre

L'EURL Romax a été constituée courant janvier 2018. Filiale à 100% de la SAS Andrézieux Distribution, elle aura pour principale activité la vente d'articles de prêt-à-porter hommes, femmes, enfants et tous accessoires. Elle est sans activité de sa date de création à la clôture des états financiers consolidés au 31 janvier 2018.

Activité et investissements

Le Groupe a lancé des travaux de réaménagement du bâtiment ATLAS, de la Brasserie et du bâtiment de Sport Loisirs.

Des travaux ont également été engagés au cours de l'exercice pour agrandir le Drive, dont la mise en service a été réalisée courant août 2017.

L'animalerie a ouvert en avril 2017.

2. PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France. Il a été fait application du règlement CRC 99-02 du 29/04/1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales.

2.2 Règles de présentation

Les états financiers consolidés, présentés en euros, ont été établis selon le principe du coût historique.

2.3 Changement de méthodes

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 janvier 2017.

Aucun changement notable de méthode et règles d'évaluation ou de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

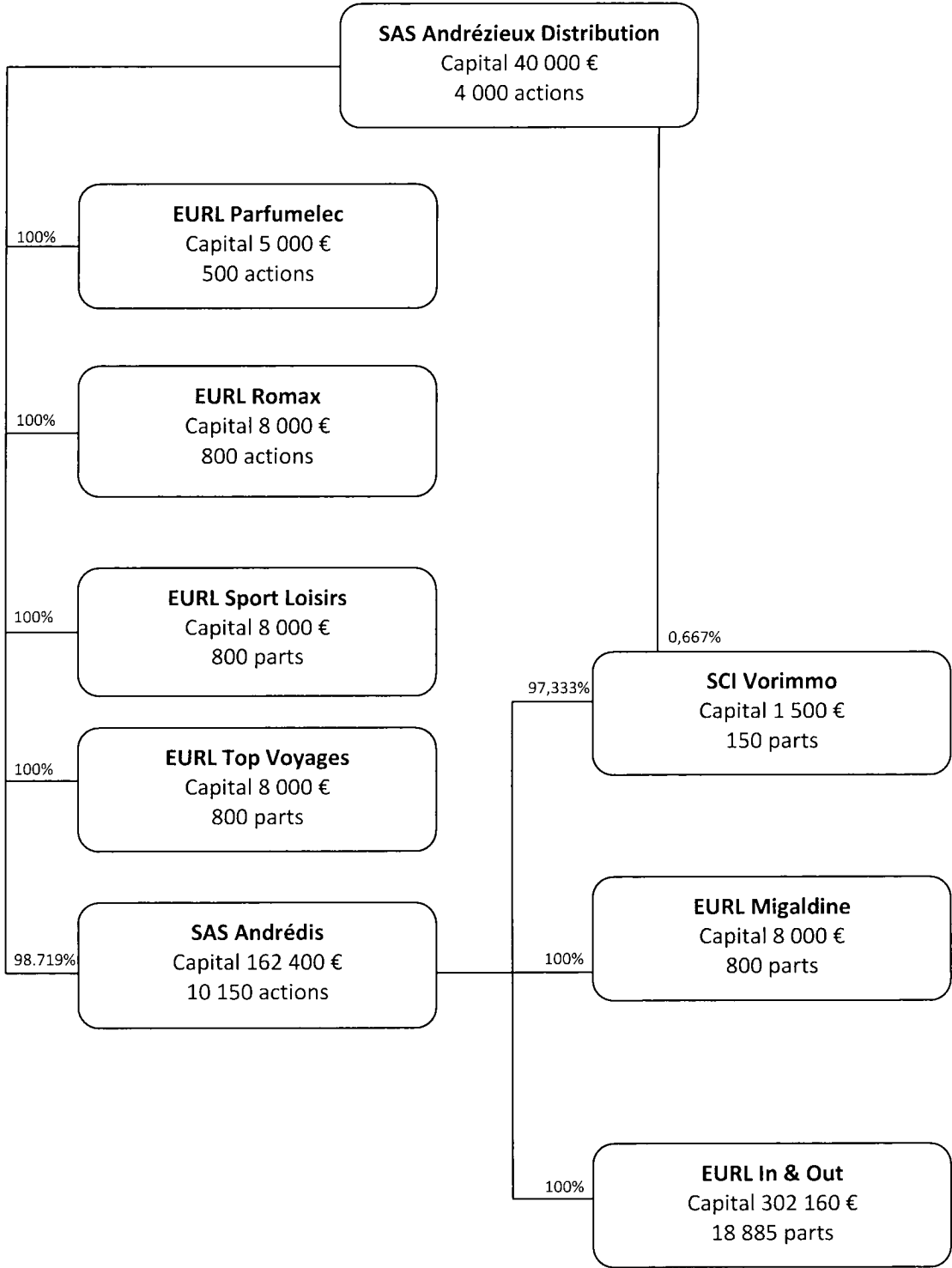
Au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2017, le Groupe avait procédé au reclassement du fonds de commerce en écart d'acquisition conformément au règlement ANC n° 2015-06, relatif à l'inscription à l'actif des parts de marché acquis lors d'un regroupement d'entreprises.

2.4 Date de Clôture

Toutes les sociétés consolidées ont établi des comptes sociaux d'une durée de douze mois arrêtés au 31 janvier 2018, à l'exception de la SCI VORIMMO qui clôture ses comptes sociaux le 31 décembre.

3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.1 Organigramme



3.2 Entreprises incluses dans le périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

Sociétés	Siège social	SIRET	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
SAS ANDREZIEUX DISTRIBUTION	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	52335400900012	100.000	100.000	Société Mère
SAS ANDREDIS	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	33937746700024	98.719	98.719	Intégration Globale
EURL IN & OUT	ZI Centre de Vie 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	42298238900013	100.000	98.719	Intégration Globale
EURL MIGALDINE	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	42892287600019	100.000	98.719	Intégration Globale
EURL SPORT LOISIRS	ZI Centre de Vie 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	43010122000027	100.000	100.000	Intégration Globale
EURL TOP VOYAGES	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	42879804500012	100.000	100.000	Intégration Globale
SCI VORIMMO	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	81256932500010	98.000	96.753	Intégration Globale
EURL PARFUMELEC	ZAC de Migalon 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	81896048600012	100.000	100.000	Intégration Globale
EURL ROMAX	ZI Centre de Vie 42160 Andrézieux Bouthéon	837119199	100.000	100.000	Intégration Globale

3.3 Variations de périmètre et des pourcentages d'intérêts

Il n'y a eu aucune variation de périmètre au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2018, à l'exception de l'intégration de l'EURL Romax, constituée au cours du mois de janvier 2018 et détenue à 100% par la SAS Andrézieux Distribution. Toutefois, cette nouvelle société n'a eu aucune activité de la date de sa constitution à la date de clôture des états financiers consolidés.

3.4 Liste des entreprises non consolidées

Sociétés	Siège social	% de contrôle
SOCARA	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	3.49
SOFILEC RHONE ALPES	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	3.34
SCI APRAL	6 rue du Marais 38280 Villette d'Anthon	2.44

Ces sociétés n'entrent pas dans le périmètre de consolidation car la prise de décision ne se fait pas en fonction du pourcentage de détention dans le capital mais selon le principe 1 magasin = 1 voix. De plus le résultat des centrales est enregistré en cours d'exercice en redevance dans les sociétés.

4. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

4.1 Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs, de produits et charges ainsi que d'engagements mentionnés en annexe. Ces estimations et hypothèses sont établies sur la base d'informations connues à la date d'établissement des comptes.

4.2 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent à la différence, lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise dans les justes valeurs des actifs et passifs à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs qui n'ont pas été affectés à des éléments identifiables sont inscrits à l'actif du bilan et sont amortis linéairement sur des durées comprises entre dix et quinze ans.

Les écarts d'acquisition négatifs figurent en provisions pour risques et charges et sont repris en résultat sur une durée de cinq ans.

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs incorporels au moins une fois par an. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure à leur valeur actuelle, déterminée sur la base de flux de trésorerie futurs actualisés ou de la valeur vénale, le Groupe constate une dépréciation, imputée en priorité sur les écarts d'acquisition ou accélère le plan d'amortissement de l'actif incorporel.

4.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon leur durée d'utilisation en linéaire sur les durées suivantes :

• Concessions, Brevets, Marques	1 à 5 ans
• Fonds commerciaux acquis et protégés juridiquement	Non amortis
• Autres immobilisations incorporelles	1 à 5 ans

Les fonds de commerce non amortis sont soumis à un test de dépréciation effectué au moins une fois par an.

4.4 Frais de recherche et de développement

Néant.

4.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les frais d'acquisition ainsi que les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charges.

Les éléments principaux d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leur durée d'utilité estimée est significativement différente. Ils sont amortis selon leur durée d'utilisation en linéaire sur les durées suivantes :

• Terrains	Non amortis
• Constructions (en fonction des différents composants)	10 à 20 ans
• Installations techniques, matériel et outillage	1 à 10 ans
• Autres immobilisations corporelles	1 à 10 ans

Dépréciation des immobilisations corporelles :

Conformément aux principes comptables en vigueur, la société réalise des tests de dépréciation dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Lorsque la valeur nette comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée en charges.

4.6 Contrats de location financement

Les contrats de location qui ont pour effet de transférer substantiellement les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien au preneur (qualifiés de location-financement) sont retraités de la façon suivante :

- les actifs sont immobilisés à leur valeur d'origine ;
- la dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée du bilan ;
- les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette ;
- la charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

4.7 Participations non consolidées

Les titres de participation des entreprises non consolidées sont évalués à leur coût d'acquisition, sous déduction éventuelle de provisions pour dépréciation. Ces dernières tiennent compte de la quote-part des capitaux propres détenue.

4.8 Stocks et travaux en cours

Dans l'activité de distribution, les stocks sont valorisés au prix d'achat net de toutes conditions négociées avec les fournisseurs et appliquées sur et hors factures.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée quand la valeur de réalisation est inférieure à la valeur brute des stocks.

4.9 Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles seraient susceptibles de donner lieu.

4.10 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Pour les titres cotés, la valeur d'inventaire est comparée au cours de bourse à la clôture.

4.11 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

4.12 Engagements de retraite

Le groupe évalue une provision au titre de l'engagement en matière d'indemnités de départ à la retraite. Cet engagement de retraite est estimé selon la méthode rétrospective avec prorata-temporis qui s'appuie sur des statistiques d'espérance de vie, des probabilités de turn-over et sur des hypothèses actuarielles. Le passif net déterminé est provisionné.

Paramètres utilisés :

- Age de la retraite : 67 ans
- Taux de revalorisation annuel des salaires : 1.5 %
- Taux d'actualisation : 2 %
- Table de mortalité : TG 05
- Conventions collectives appliquées :
 - Convention du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire.
 - Convention collective du tourisme

4.13 Impôts différés

Le montant des impôts effectivement dus à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés, calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation ainsi que sur les différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal. L'excédent des impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant aux déficits reportables, sur les impôts différés passifs, déterminé par entité fiscale, est constaté dès lors que la probabilité de sa réalisation est établie.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenues sont celles qui résultent des textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui seront applicables lorsque la différence temporaire se réalisera. La Loi de Finances en France prévoit une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés. Les taux prévus sont les suivants :

- Exercice commençant en 2018 : 28% dans la limite de 500 000 € de bénéfices et 33 1/3% au-delà
- Exercice commençant en 2019 : 28% dans la limite de 500 000 € de bénéfices et 31% au-delà
- Exercice commençant en 2020 : 28%
- Exercice commençant en 2021 : 26,5%
- Exercice commençant en 2022 et au-delà : 25%

Le Groupe a procédé à une analyse par nature et par échéance probable des impôts différés actifs et passifs et valorisé ces derniers au taux qui sera applicable lorsque la différence temporaire se réalisera. Aussi, les taux d'impôt retenus dans les calculs d'impôts différés varient de 25% à 33 1/3%.

4.14 Résultat par action

Le résultat par action est déterminé conformément à l'avis 27 de l'OEC. En l'absence d'instruments dilutifs, il représente la quote-part du Résultat net part Groupe pour une action.

NOTES RELATIVES AU BILAN CONSOLIDE

Ecart d'acquisition

Un écart d'acquisition positif a été constaté lors de la prise de participation dans la SAS Andrédis. Il a été affecté à hauteur de 16 946 K€ à un écart d'évaluation sur le fonds de commerce. Le solde de l'écart d'acquisition d'une valeur de 471 K€ est inscrit et amorti sur quinze ans.

L'acquisition de l'EURL Sport Loisirs a conduit à constater un écart d'acquisition de 38 K€ porté à l'actif et amorti sur dix ans.

L'acquisition de l'EURL Top Voyages se traduit par la constatation d'un écart d'acquisition négatif de 115 K€ repris en résultat sur cinq ans.

Au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2017, conformément aux nouvelles règles comptables introduites par les règlements n° 2015-06 et n° 2015-07 de l'Autorité des Normes Comptables, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, il a été établi ce qui suit :

- A la date de première application de ces nouvelles dispositions, le Groupe a procédé à une nouvelle analyse des écarts d'acquisition et a maintenu ses plans d'amortissement antérieurs.
- Le fonds de commerce acquis lors de l'acquisition des titres de la SAS Andrédis a été reclassé en écart d'acquisition pour sa valeur nette des intérêts minoritaires, soit 16 729 K€.

Ecart d'acquisition positifs	Durée amortissement	Valeur brute	Cumul amortissements antérieurs	Dotation amortissement de l'exercice	Valeur nette
SAS Andrédis	15 ans	470 902	188 362	31 393	251 147
SAS Andrédis	Non amorti	16 728 958	-	-	16 728 958
EURL Sport Loisirs	10 ans	37 798	23 939	3 780	10 079
Total		17 237 658	212 301	35 173	16 990 184

Ecart d'acquisition négatifs	Durée de reprise	Montant initial	Reprise de provision cumulée	Reprise de provision exercice	Solde
EURL Top Voyages	5 ans	114 775	114 775	-	-
Total		114 775	114 775	-	-

Immobilisations

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Acquisitions	Réévaluations	Cession	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation taux de change	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	17 237 791					(133)					17 237 658
ECARTS D'ACQUISITION	17 237 791					(133)					17 237 658
Frais d'établissement	2 230										2 230
Frais de recherche et développement	122 272				5 874						116 398
Concessions, brevets et droits similaires	667 651										667 651
Fonds commercial											
Autres immobilisations incorporelles											
Immobilisations incorporelles en cours											
Avances, acomptes sur immo. incorporelles											
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	792 153				5 874						786 279
Terrains	414 300		96 000								510 300
Constructions	8 451 447		420 719			(4 974)					8 867 192
Installations techniques, matériel, outillage	7 268 168		191 983		56 292						7 403 859
Autres immobilisations corporelles	4 660 991		540 588		18 127	23 573					5 207 025
Immobilisations en cours	90 785		1 152 457			(23 573)					1 219 669
Avances et acomptes											
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 885 691		2 401 747		74 419	(4 974)					23 208 045
Titres de participations											
Actifs nets en cours de cession											
Participations par mises en équivalence											
Autres titres immobilisés	1 595 091		192 462		82 840						1 704 713
Prêts	391 093		45 000		17 487						418 606
Autres immobilisations financières	3 168		83 333		140						86 361
Créances rattachées à des participations											
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 989 352		320 795		100 467						2 209 680
TOTAL GENERAL	40 904 987		2 722 542		180 760	(5 107)					43 441 662

Amortissements

Rubriques	Ouverture	Correction Ouverture	Reprises	Révaluations	Dotations	Virement	Apports	Variation Périmètre :	Variation Tx de change	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	212 302				35 173						247 475
ECARTS D'ACQUISITION	212 302				35 173						247 475
Frais d'établissement	671				446						1 117
Frais de recherche et développement											
Concessions, brevets et droits similaires	101 763		5 874		5 459						101 348
Fonds commercial											
Autres immobilisations incorporelles											
Immobilisations incorporelles en cours											
Avances, acomptes sur immo. incorporelles											
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	102 434		5 874		5 905						102 465
Terrains	8 360				5 220						13 580
Constructions	866 592				468 995						1 335 587
Installations techniques, matériel, outillage	6 232 630		48 380		431 018						6 615 268
Autres immobilisations corporelles	2 543 631		17 394		444 875						2 971 112
Immobilisations en cours											
Avances et acomptes											
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 651 213		65 774		1 350 108						10 935 547
Amortissements Dérégatoires											
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES											
Primes de remboursements des obligations											
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS											
TOTAL GENERAL	9 965 949		71 648		1 391 186						11 285 487

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Révaluations	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé											
AUTRES PROVISIONS RECLEMENTES											
Provisions pour acquisition de titres	95 554		3 10 431	89 400							316 585
Provisions pour risques	364 414		24 725	391							388 748
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	459 968		335 156	89 791							705 333
Provisions sur frais d'établissement											
Prov. sur frais de recherche et développement											
Prov. sur cons. brevets et droits similaires											
Provisions dépréciation droit au bail											
Provisions dépréciation fond commercial											
Provisions sur autres immo. Incorporelles											
Provisions sur immobilisations incorporelles en cours											
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES											
Provisions sur terrains											
Provisions sur terrains en crédit bail											
Provisions sur constructions											
Provisions sur constructions en crédit bail											
Provisions sur immobilisations corporelles en cours											
PROV. SUR IMMO CORPORELLES											
Provisions sur titres de participation											
Prov. pour cess actifs nets en cours											
Provisions sur titres mis en équivalence											
Provisions sur créances rattachées											
Provisions sur autres titres immobilisés											
Provisions sur prêts											
Provisions sur autres immobilis. financières											
PROV. SUR IMMO FINANCIERES											
Provisions sur stocks matières premières											
Provisions sur en cours de biens											
Provisions sur en cours de services											
Provisions sur stocks produits finis											
Provisions sur stocks marchandises	275 112		173 564	275 112							173 564
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS	275 112		173 564	275 112							173 564
Prov. sur avances et acptes versés sur cmtes											
Provisions sur comptes clients	433		43	433							43
Provision dépréciation clients douteux	5 214		4 960	4 180							5 994
Provisions sur autres créances	25 589		41 865	24 277							43 177
Provisions charges constatées avan.											
Prov. sur valeurs mobilières de placement											
Provisions sur actions propres											
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	31 236		46 868	28 890							49 214
TOTAL GENERAL	766 316		555 588	393 793							928 111

Principales composantes des stocks

		Dépréciation				
Rubriques	Valeur brute	Ouverture	Dotation	Reprise	Autres mouvements	Valeur nette
Matières premières	29 427					29 427
En-cours de tiers						
En-cours de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises	14 502 617	275 112	173 564	275 112		14 329 053
TOTAL	14 532 044	275 112	173 564	275 112		14 358 480

Tableau de variation des capitaux propres

	Part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31 janvier 2016	12 156 232	153 980	12 310 212
Résultat de l'exercice 31/01/2017	2 459 749	972	2 460 721
Dividendes versés	(160 000)	(2 051)	(162 051)
Parts de marché minoritaires	-	(216 909)	(216 909)
Autres	3	(3)	-
Total variations de l'exercice	2 299 752	(217 991)	2 081 761
Capitaux propres au 31 janvier 2017	14 455 984	(64 011)	14 391 973
Résultat de l'exercice 31/01/2018	2 787 617	7 705	2 795 322
Dividendes versés	(160 000)	-	(160 000)
Autres (1)	(95 852)	95 717	(135)
Total variations de l'exercice	2 531 765	103 422	2 635 187
Capitaux propres au 31 janvier 2018	16 987 749	39 411	17 027 160
(1) Reclassement de la part des minoritaires sur le fonds de commerce	-	(133)	
Reclassement Groupe / Intérêts minoritaires au 01/02/2017	(95 850)	95 850	
Arrondis	(2)	-	
Total	<u>(95 852)</u>	<u>95 717</u>	

Dettes et créances par échéances

Créances par échéances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	un an au plus	plus d'un an, moins de cinq ans	plus de cinq ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Prêts	418 606	-	-	418 606
Autres immobilisations financières	86 361	45	-	86 316
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	496 812	496 812	-	-
Clients douteux	7 741	7 741	-	-
Créances fiscales et sociales	1 802 159	1 797 585	4 574	-
Autres créances	4 633 178	4 633 178	-	-
Charges constatées d'avance	176 931	176 931	-	-
Capital souscrit et appelé, non versé	-	-	-	-
Total	7 621 788	7 112 292	4 574	504 922

Dettes par échéances

ETAT DES DETTES	Montant brut	un an au plus	plus d'un an, moins de cinq ans	plus de cinq ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 406 780	2 816 405	11 133 899	8 456 476
Intérêts courus sur emprunts	9 949	9 949	-	-
Concours bancaires courants	134 332	134 332	-	-
Emprunts en crédit bail	133 335	20 511	112 824	-
Emprunts et dettes financières divers	1 579 763	886 822	609 608	83 333
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 406	1 406	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 929 461	10 929 461	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 628 301	4 373 158	-	255 143
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 047 049	1 047 049	-	-
Autres dettes	1 117 483	1 117 483	-	-
Produits constatés d'avance	15 106	15 106	-	-
Total	42 002 965	21 351 682	11 856 331	8 794 952

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Produits et charges exceptionnels
--

Produits exceptionnels	31/01/2018	31/01/2017
<i>Produit de cession des éléments d'actifs corporels</i>	6 087	1 300
<i>Produit de cession des éléments d'actifs financiers</i>	181 864	-
Produits de cession des éléments d'actifs	187 951	1 300
<i>Reprises de provisions litiges prud'hommes</i>	89 400	11 912
<i>Reprises de provision pour dépréciation (fournisseurs débiteurs)</i>	24 278	30 030
<i>Reprises de provision litiges</i>	-	191 752
<i>Régularisation de provisions</i>	1 344	11 912
Reprises de provisions	115 022	245 606
<i>Remboursement CVAE 2014-2017</i>	68 345	-
<i>Remboursement CFE 2016</i>	6 347	-
<i>Régularisation de règlement et différences de caisse</i>	23 561	21 881
<i>Régularisations diverses</i>	33 296	16 041
<i>Pénalités de retard fournisseurs</i>	3 297	-
Régularisations, remboursements, dégrèvements	134 846	37 922
Divers	1 502	19 911
Total Produits exceptionnels	439 321	304 739

Charges exceptionnelles	31/01/2018	31/01/2017
<i>Valeur nette comptable des éléments d'actifs corporels</i>	8 642	2 195
<i>Valeur nette comptable des éléments d'actifs financiers</i>	82 840	-
<i>Valeur nette comptable des actifs corporels cédés ou mis au rebut</i>	-	-
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés ou mis au rebut	91 482	2 195
<i>Dotation aux provision sur litige GALEC</i>	205 094	-
<i>Dotations aux provisions sur litiges salariés</i>	105 177	17 666
<i>Dotation aux provisions pour dépréciation fournisseurs débiteurs</i>	41 866	24 689
Dotations aux provisions	352 137	42 355
<i>Amendes et pénalités</i>	2 045	14 012
<i>Démarque, vols & casse</i>	74 307	70 088
<i>Correction de stock luminaire</i>	49 749	-
<i>Différence de règlement et de caisses</i>	18 133	12 567
<i>Dénouement litige GALEC</i>	-	144 925
<i>Régularisations diverses</i>	2 577	16 643
Régularisations, amendes & pénalités	146 811	258 235
Divers	971	10 634
Charges exceptionnelles	591 401	313 419

Ventilation des actifs et passifs d'impôts différés
--

	Actifs	Passifs	Solde
Différences temporaires	108 489	28 541	79 948
Crédits d'impôts ou reports fiscaux déficitaires	-	-	-
Ecritures de consolidation	97 186	-	97 186
Compensation impôts différé	(28 541)	(28 541)	-
Total	177 134	-	177 134

Impôt Différés Actifs non comptabilisés
--

Nature	Montant	Impôt Différé Actif potentiel	Date d'expiration
Déficits reportables	41 738	10 435	report indéfini
Total	41 738	10 435	

La loi de Finances en France prévoit une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés. Les taux prévus sont les suivants :

- 2018 : 28% dans la limite de 500 000 € de bénéfices et 33 1/3% au-delà
- 2019 : 28% dans la limite de 500 000 € de bénéfices et 31% au-delà
- 2020 : 28%
- 2021 : 26,5%
- 2022 : 25%

Le Groupe a procédé à une analyse par nature et par échéance probable des impôts différés actifs et passifs des sociétés du Groupe. Cette analyse a montré que les changements prévus du taux d'impôt sur les sociétés sur les cinq prochains exercice ont un impact de 25 970 €. Cette charge a été enregistrée dans le compte de résultat consolidé au 31 janvier 2018.

Rapprochement de la charge totale d'impôt comptabilisée et de la charge théorique
--

Résultat avant impôt	3 318 817
Impôt théorique	1 106 272
Différences de taux	(6 476)
Impact des changement futurs du taux d'impôt en France	25 970
Plus-values à long-terme taxées à 0%, nettes de la quote-part de frais de 12%	
Plus-values en sursis d'imposition	(32 446)
Ecritures de consolidation non imposables	47 075
Amortissement des écarts d'acquisition	11 724
Autres	35 351
Charges définitivement non déductibles	65 158
Quote-part de Frais & Charges	-
Dépenses de mécénat	63 105
Autres	2 053
Contributions additionnelles	12 257
Contribution de 3,3%	12 257
Mesures incitatives et crédits d'impôt	(700 788)
Suramortissement - Loi Macron	(3 565)
CICE	(578 248)
Crédit d'impôt mécénat	(113 588)
Crédit d'impôt famille	(5 387)
Crédit d'impôt apprentissage	-
Impôt effectif	523 498

ENGAGEMENTS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/01/2018	31/01/2017
Avals et Cautions	10 401 525	12 174 147
Engagements liés à la responsabilité des associés	261 490	354 258

Dettes garanties par des sûretés réelles

<i>(montants exprimés en euros)</i>	31/01/2018	31/01/2017
Emprunts à taux fixes	1 581 119	-
Emprunts à taux variables	19 347 643	22 144 356

Information sur les parties liées

Aucune information significative n'est à mentionner concernant les transactions avec des entreprises liées non consolidées par intégration globale ou proportionnelle.

Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement significatif postérieur à la clôture devant faire l'objet d'une information spécifique.

Effectifs moyens

	31/01/2018	31/01/2017
Cadres	17	15
Agents de maîtrise et techniciens	26	28
Employés	369	371
Ouvriers		-
Total effectif moyen	412	414

Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée car elle ferait état de salaires individualisés.